

L'économie du Québec en 2002 et en 2003

L'année 2003 se caractérise par un net ralentissement de la croissance économique qui contraste avec l'avancée observée en 2002. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché, exprimé en termes réels, augmente de 1,9 % en 2003, après des hausses de 4,1 % en 2002 et de 1,1 % en 2001. Au Canada, le PIB en termes réels progresse plus vite qu'au Québec en 2003 (2,0 %), mais pas en 2002 (3,4 %).

La croissance économique au Québec en 2003 est appuyée par la progression des dépenses personnelles en biens durables (4,2 %) et en services (3,9 %), celle des dépenses courantes (3,4 %) et en capital (8,3 %) des administrations publiques, et celle des investissements des entreprises en construction résidentielle (10,5 %) et en stocks. Elle est toutefois ralentie par la forte baisse du solde extérieur, sans laquelle le PIB aurait crû de 4,5 %.

La création nette d'emplois s'élève à 57 200 (1,6 %), soit nettement moins que les 118 200 (3,4 %) emplois créés en 2002. Le nombre de chômeurs augmente de 29 400 et la population active¹, de 86 600 (2,2 %). Dans ce contexte, le taux de chômage au Québec se situe à 9,1 % en 2003, contre 8,6 % en 2002 et 8,7 % en 2001.

La progression du revenu personnel disponible en dollars courants est de 3,4 % en 2003, tandis que l'épargne personnelle, qui s'élève à 3,8 milliards de dollars, chute de 34,1 %. Exprimé en termes réels², le revenu personnel disponible croît de 1,9 % en 2003, soit sa plus faible hausse depuis 1998 (1,6 %).

L'évolution des principaux indicateurs économiques du Québec en 2003 s'inscrit dans un contexte où la croissance ralentit au Canada et en Europe, alors qu'elle gagne en vigueur aux États-Unis et en Asie, par rapport à 2002.

Le contexte économique international

Les pays de l'OCDE^{3,4}

Dans les 30 pays membres de l'OCDE, la croissance économique poursuit son raffermissement en 2003 par rapport à 2002 et à 2001. En effet, pour l'ensemble de l'OCDE en 2003, le taux de croissance du PIB en volume est estimé à 2,2 % en moyenne, comparativement à 1,6 % en 2002 et à 1,0 % en 2001. Le taux d'inflation moyen (2,5 %), mesuré par l'indice des prix à la consommation, est identique à celui de 2002 et demeure en deçà du taux observé en 2001 (3,4 %). Par ailleurs, le taux moyen de chômage (7,1 %) surpasse légèrement sa valeur de 2002 (7,0 %) mais il tend à se replier en 2004 (6,9 % en août).

L'évolution du PIB en volume est positive dans 26 des 30 pays de l'OCDE en 2003, les 4 exceptions étant l'Allemagne (– 0,1 %), la Suisse (– 0,4 %), les Pays-Bas (– 0,9 %) et le Portugal (– 1,2 %). Les plus fortes hausses du PIB ont lieu en Grèce (4,4 %), en Australie (3,4 %), en Nouvelle-Zélande (3,3 %) et aux États-Unis (3,0 %), tandis que les plus faibles hausses sont enregistrées en France (0,6 %), en Norvège et au Danemark (0,5 % chacun), ainsi qu'en Italie (0,3 %).

En Amérique du Nord, la croissance économique continue de gagner en vigueur au cours de l'année 2003, après le ralentissement observé en 2001 au Canada, aux États-Unis et au Mexique, mais sans retrouver sa robustesse des années 1999 et 2000 (surtout au Mexique). En 2003, la croissance est stimulée par l'accélération de la consommation privée et de l'investissement en bâtiments résidentiels, tandis qu'elle est ralentie par la diminution du solde extérieur. Cette évolution a lieu dans un contexte de faible inflation et où les taux d'intérêt sont très bas, mais aussi où le chômage ralentit sa hausse ou se replie.

1. Les données sur l'emploi, le chômage et la population active sont arrondies au millier le plus près.

2. L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services sert à dégonfler cette variable.

3. ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (2004). *Perspectives économiques de l'OCDE*, Paris, OCDE, vol. 75, juin.

4. ID. (2003). *Principaux indicateurs économiques*, Paris, OCDE.

Tableau 1.1

Quelques indicateurs économiques, pays du G7, 2002 et 2003

Pays		Production industrielle	Inflation	Chômage
		Variation en %		%
États-Unis	2002	- 0,5	1,7	5,8
	2003	0,2	2,2	6,0
Japon	2002	- 1,2	- 0,9	5,4
	2003	3,0	- 0,3	5,3
Allemagne	2002	- 1,0	1,4	8,7
	2003	0,4	1,1	9,6
France	2002	- 0,4	2,0	8,9
	2003	- 0,4	2,1	9,4
Italie	2002	- 1,3	2,4	9,0
	2003	- 0,4	2,7	8,6
Royaume-Uni	2002	- 2,4	1,7	5,1
	2003	- 0,2	2,9	5,0
Canada	2002	1,4	2,2	7,7
	2003	0,8	2,8	7,6

Source : OCDE, *Principaux indicateurs économiques*.

En Asie, la croissance réapparaît au Japon, et le chômage s'y résorbe quelque peu en 2003 (5,3 %, contre 5,4 % en 2002) et de façon plus marquée en 2004. L'économie de ce pays poursuit, en 2004, la remontée amorcée au cours des deux premiers trimestres de 2003, et le yen s'apprécie par rapport au dollar américain. La déflation des prix se transforme en stabilité des prix au cours de 2003, laquelle se prolonge en 2004. En Corée, la croissance économique ralentit en 2003 (3,1 %), après la poussée de 7,0 % observée en 2002, tandis que le taux de chômage remonte légèrement (3,6 %, contre 3,3 % en 2002). La Chine pour sa part, enregistre une forte augmentation de son PIB en 2002 (8,0 %) et plus encore en 2003 (9,1 %). Cet accroissement est propulsé par les investissements des entreprises dans des industries de pointe ainsi que, notamment, dans l'automobile, la sidérurgie, le textile et les biens d'équipement. Il est toutefois modéré par une poussée majeure des importations, en particulier de pétrole dont le pays est devenu, en 2003, le second importateur net au monde, devant le Japon mais encore loin derrière les États-Unis.

En Europe, le rythme de la croissance continue de ralentir en 2003, soit une troisième année de suite depuis 2000. Dans les 15 pays de l'Union européenne d'avant le 1^{er} mai 2004, le taux moyen de croissance du PIB est de 0,9 % en 2003, contre 1,1 % en 2002 et 1,8 % en 2001, tandis que celui de la consommation privée s'établit à

1,5 % (1,3 % en 2002) et celui de l'investissement en capital fixe, à - 0,2 % (- 1,4 % en 2002). Pour sa part, le taux global de chômage passe de 7,7 % à 8,1 % - de 8,4 % à 8,9 % dans les 12 pays de la zone euro - et il se stabilise à ce niveau en 2004. Il augmente dans 9 des 15 pays de l'Union en 2003, notamment aux Pays-Bas, en France et en Allemagne, il demeure stable en Espagne et il recule dans 6 pays, dont la Grèce, l'Italie et le Royaume-Uni. L'inflation globale est de 2,2 % en 2003, comparativement à 2,1 % en 2002. Par ailleurs, le solde financier de l'ensemble des administrations publiques de la zone euro présente un troisième déficit consécutif en 2003 (- 2,7 % du PIB) depuis l'excédent enregistré en 2000 (0,1 %). Il dépasse le seuil de 3,0 % dans quatre pays de la zone euro, ainsi qu'au Royaume-Uni (- 3,2 %). La dette brute des administrations publiques - selon la définition du traité de Maastricht - augmente, pour sa part, dans 5 des 12 pays de la zone en 2003.

En 2003, la production industrielle dans l'ensemble de l'OCDE affiche une hausse encore modeste (1,2 %) mais supérieure à celle de 2002 (0,1 %), et elle continue de se raffermir au cours de 2004. La consommation privée augmente, en 2003 (2,4 %), à un rythme un peu plus rapide qu'en 2002 (2,3 %), et qui surpasse celui du PIB pour les deux années. L'investissement en capital fixe renoue avec la croissance en 2003 (2,6 %) après deux reculs consécutifs en 2002 (- 1,8 %) et en 2001 (- 1,3 %).

Sur les marchés de change, le dollar américain se déprécie en 2003 par rapport à l'euro (- 16,6 %) et il continue de le faire jusqu'en février 2004, après quoi il regagne quelque peu de terrain. Il se déprécie également face à la livre sterling (- 8,5 %), mais il conserve un cours plutôt stable en 2004. Enfin, la dépréciation observée en 2003 par rapport au yen japonais (- 7,5 %) et au dollar canadien (- 10,8 %) prend fin au premier trimestre 2004.

L'économie américaine

Aux États-Unis, le PIB atteint 11 004,0 milliards de dollars américains en 2003, soit une hausse nominale de 4,9 % comparativement à 3,5 % en 2002. En termes réels, le taux de croissance est de 3,0 % en 2003 et de 1,9 % en

Tableau 1.2
Principaux indicateurs économiques,
Québec, Canada et États-Unis, 2002 et 2003

Indicateur	Québec		Canada		États-Unis	
	2002	2003	2002	2003	2002	2003
Variation en %						
Produit intérieur brut aux prix du marché (dollars constants)	4,1	1,9	3,4	2,0	1,9	3,0
Dépenses personnelles en biens et services de consommation (dollars constants)	3,2	3,3	3,4	3,1	3,1	3,3
Logements mis en chantier	53,4	18,5	26,0	6,5	6,4	8,4
Revenu personnel disponible (dollars courants)	4,7	3,4	3,8	3,0	4,6	4,2
Rémunération des salariés (dollars courants)	4,5	3,8	4,0	3,5	2,1	3,6
Indice global des prix à la consommation	2,0	2,5	2,2	2,8	1,6	2,3
Emploi total	3,4	1,6	2,2	2,2	- 0,3	- 0,9
Taux annuel %						
Taux de chômage	8,6	9,1	7,7	7,6	5,8	6,0
Taux préférentiel des banques	4,2	4,7	4,2	4,7	4,7	4,1

Sources : Institut de la statistique du Québec.
 Statistique Canada.
 Banque du Canada, Statistiques bancaires et financières.
 U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business*.

2002. L'économie de ce pays a traversé une phase de ralentissement en 2001, soit une progression limitée à 0,8 % qui contraste avec celles de 2000 (3,7 %) et de 1999 (4,5 %). Elle accélère toutefois sa croissance par la suite malgré un modeste 2,8 % au deuxième trimestre 2004. Dans ce contexte, les dépenses personnelles au titre des biens durables, l'investissement privé en construction résidentielle ainsi qu'en équipement et en logiciels, de même que les dépenses de l'administration fédérale au titre de la Défense, contribuent à faire progresser le PIB en 2003. En contrepartie, les dépenses des administrations des États et locales, l'investissement privé en construction non résidentielle et le solde du commerce extérieur contribuent à le ralentir.

Les investissements du secteur privé en capital fixe présentent une remontée de 5,1 % en 2003, laquelle fait suite aux deux reculs observés en 2002 (- 4,9 %) et en

2001 (- 3,0 %). Par ailleurs, les taux de croissance de cette variable se situent dans un intervalle compris entre 10 % et 18 % à chacun des trimestres allant du deuxième de 2003 au deuxième de 2004. Les dépenses en construction résidentielle croissent de 8,8 % en 2003 et celles en équipement et en logiciels, de 6,4 %. Par contre, les dépenses en construction non résidentielle (- 5,6 %) reculent une troisième année de suite. Le taux d'utilisation des capacités de production passe de 75,6 % en 2002 à 74,8 % en 2003 - de 73,9 % à 73,4 % dans les industries manufacturières -, ce qui le maintient, dans les deux cas, en dessous du taux de 1991 (79,6 % et 78,3 % respectivement), soit lors du creux de la dernière grande récession.

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation augmentent de 3,3 % en 2003 (3,1 % en 2002). Les dépenses en biens durables montrent un taux de croissance en accélération (7,4 %) et qui surpasse celui de 2000 (7,3 %), mais pas celui de 1999 (11,7 %). Pour leur part, les dépenses en biens non durables et en services croissent de 3,7 % et de 2,2 % respectivement.

Les dépenses des administrations publiques croissent de 2,8 % en 2003, comparativement à 4,4 % en 2002 et à 3,4 % en 2001. Les dépenses en volume de l'administration fédérale (6,6 %) augmentent davantage au titre de la Défense (9,0 %) que des autres biens et services (2,4 %). Par ailleurs, les dépenses des États et des administrations locales progressent de 0,7 %.

Les exportations totales de biens et services en termes réels montrent une augmentation de 1,9 % en 2003, en raison surtout d'une forte poussée au cours des deux derniers trimestres de 2003, laquelle se poursuit en 2004 mais à un rythme modéré. Cette hausse annuelle fait suite à deux reculs enregistrés en 2002 (- 2,3 %) et en 2001 (- 5,4 %). Les importations totales diminuent elles aussi en 2001 (- 2,7 %), mais elles croissent à nouveau en 2002 (3,4 %) et elles continuent de le faire en 2003 (4,4 %). Par

ailleurs, les prix des importations augmentent de 3,4 % en 2003 et ceux des exportations, de 2,1 %.

Dans ces conditions, le solde extérieur global en valeur nominale continue de se détériorer en 2003, car son déficit s'établit à - 498,1 milliards de dollars, contre - 424,9 milliards en 2002 et - 367,0 milliards en 2001. Le solde des biens continue également d'aggraver son déficit qui est de - 555,6 milliards, comparativement à - 492,6 milliards en 2002 et à - 436,7 milliards en 2001. L'excédent du solde des services, pour sa part, diminue en 2003 (+ 57,5 milliards) par rapport à 2002 (+ 67,8 milliards).

Le taux de chômage poursuit en 2003 (6,0 %), comme en 2002 (5,8 %) la remontée entreprise en 2001 (4,7 %) et qui faisait suite à huit années consécutives de diminution, jusqu'au creux de 4,0 % en 2000. Il reflue toutefois progressivement entre son sommet récent, atteint en juin 2003 (6,4 %), et juillet 2004 (5,5 %). Malgré un gain net de 1 251 000 postes et une augmentation du nombre total d'emplois à 137,7 millions (0,9 %), le nombre de chômeurs s'accroît de 396 000 et il atteint près de 8,8 millions.

L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 2,2 % en 2003, comparativement à 1,7 % en 2002 et à 2,8 % en 2001, tandis que l'indice implicite de prix du PIB croît plus lentement que l'IPC en 2003 (1,8 %) et en 2001 (2,4 %), mais pas en 2002 (1,7 %).

L'économie canadienne

Le PIB nominal, au Canada, s'élève à 1 218,7 milliards de dollars en 2003, en hausse de 5,3 %. En termes réels, sa progression est de 2,0 %, ce qui constitue un ralentissement sensible en regard de celle de 3,4 % l'année précédente. La croissance de l'économie canadienne est principalement soutenue, en 2003, par les dépenses personnelles en services, par l'investissement en capital fixe des entreprises en construction résidentielle et en machines et en matériel. Elle est toutefois freinée par le ralentissement des dépenses personnelles en biens durables et par la baisse du solde extérieur. Par ailleurs, la demande intérieure finale progresse de 3,6 % en termes réels.

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation croissent de 3,1 % en termes réels en 2003, comparativement à 3,4 % en 2002. Contrairement à la hausse de 2002, qui s'appuyait surtout sur celle des biens durables (alors de 8,3 %), la croissance observée en 2003 est alimentée par celle des dépenses en services (3,9 %). Par contre, les biens durables (2,0 %), semi-durables (3,1 %) et non durables (2,1 %) contribuent plutôt à ralentir l'évolution des dépenses de consommation. Par ailleurs, le revenu personnel disponible croît de 3,0 % en 2003, soit un taux inférieur aux 3,8 % de 2002. Sa croissance dépasse celle de l'indice des prix à la

consommation (2,8 %), comme en 2002 (2,2 %), mais par une marge nettement réduite. Pour sa part, l'épargne personnelle descend à 10,2 milliards de dollars en 2003 et sa chute (- 53,9 %) est encore plus prononcée que l'année précédente (- 27,7 %).

Les investissements en capital fixe des entreprises regagnent en vigueur en 2003 (4,6 %), surtout aux troisième et quatrième trimestres (4,9 % et 6,8 % respectivement), après une croissance limitée à 1,4 % en 2002. Cette augmentation annuelle est attribuable principalement aux investissements en construction résidentielle, dont la croissance de 7,5 % est pourtant plus lente qu'en 2002 (14,2 %). De leur côté, les investissements en machines et en matériel (4,5 %) et ceux en construction non résidentielle (1,0 %) renouent avec la croissance en 2003.

Le volume des dépenses courantes des administrations publiques en biens et services croît de 3,8 % en 2003, soit plus qu'en 2002 (2,8 %). Par contre, les investissements en capital fixe des administrations affichent une croissance encore robuste en 2003 (6,8 %), bien que moins forte qu'en 2002 (9,1 %).

Au cours de 2003, le dollar canadien s'apprécie sensiblement par rapport au dollar américain, passant de 0,6413 \$ US en décembre 2002 à 0,7617 en décembre 2003, et même à un pic de 0,7716 en janvier 2004, après quoi il se replie quelque peu et s'établit à 0,7623 en août 2004. Par rapport à l'euro, au contraire, le dollar canadien se déprécie entre décembre 2002 (1,5883 \$/€) et décembre 2003 (1,6138), atteignant même le sommet de 1,6807 \$/€ en 2004, après quoi il revient à 1,622 en juillet 2004. Face au yen japonais, sa valeur oscille autour du seuil de 12 \$/1000 ¥ en 2003 et en 2004, tandis que, face à la livre sterling, il gagne du terrain au cours de 2003 mais il en reperd en 2004.

Le solde extérieur des biens et services diminue en termes réels par rapport à 2001, car les exportations décroissent (- 2,4 %), alors que les importations augmentent (3,8 %). En termes nominaux, la situation diffère quelque peu, puisque les deux variables diminuent, surtout les exportations (- 3,7 %, contre - 3,4 % pour les importations). Dans ces circonstances, le solde extérieur nominal passe de 51,1 milliards de dollars en 2002 à 48,0 milliards en 2003. La diminution du solde des services, qui se situe à - 10,2 milliards, contre - 6,1 milliards l'année précédente, explique à elle seule le recul global, puisque le solde des biens, qui passe de 57,2 milliards en 2002 à 58,2 milliards en 2003, s'améliore.

Le taux de chômage met fin, en 2003 (7,6 %), à la remontée observée entre 2000 (6,8 %) et 2002 (7,7 %), et il tend à se replier encore davantage en 2004 (7,2 % cumulé en 10 mois). Par contre, le nombre de chômeurs croît une

troisième année de suite, passant de 1 089 500 en 2000 à 1 300 800 en 2003. Le nombre total d'emplois atteint 15 746 000 en 2003, tandis que la création nette de 334 200 emplois (2,2 %) est pratiquement identique à celle de 2002. La population active continue de croître en 2003, soit de 357 400 (2,1 %), et ce, moins rapidement qu'en 2002 (2,7 %) mais plus qu'en 2001 (1,5 %).

L'indice des prix à la consommation (1992 = 100) passe de 119,0 à 122,3, soit une hausse de 2,8 %, la plus élevée depuis 1991 (5,6 %). L'indice implicite des prix du PIB (1997 = 100) affiche, pour sa part, une augmentation de 3,2 % en 2003, son augmentation la plus rapide depuis 2000 (4,2 %).

Le produit intérieur brut selon les revenus

Le PIB nominal du Québec, aux prix du marché, s'accroît de 4,1 % en 2003 et il atteint 253,7 milliards de dollars, comparativement à 243,8 milliards (5,6 %) en 2002. Pour sa part, le produit intérieur net aux prix de base progresse de 4,3 % en 2003, contre 5,2 % en 2002, passant de 225,8 milliards de dollars à 235,4 milliards.

Les composantes du produit intérieur net aux prix de base

La rémunération des salariés, qui représente 52,2 % du PIB, augmente de 4,5 % en 2002 et de 3,8 % en 2003, quand elle atteint 132,4 milliards de dollars. En 2003, sa progression est inférieure à celle du PIB, tout comme en 2002. Par ailleurs, la création nette de 57 200 emplois (1,6 %) est la deuxième plus faible, toutes proportions gardées, depuis six ans, et le taux de chômage (9,1 %) franchit à nouveau le seuil de 9 %, pour la première fois en trois ans.

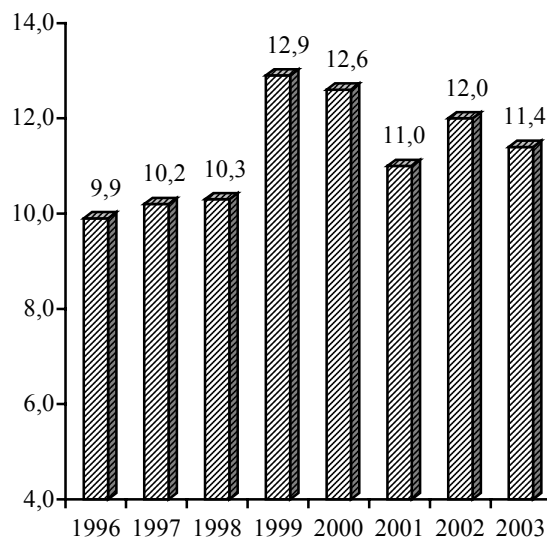
Les bénéfices des sociétés avant impôt totalisent 25,0 milliards de dollars en 2003, en hausse de 0,4 % par rapport à 2002 (15,8 %). Par ailleurs, le taux de profit⁵ descend à 11,4 % en 2003 (figure 1.1), en baisse par rapport à 12,0 % en 2002.

Les intérêts et les revenus divers de placement croissent de 2,7 % en 2003 et ils s'élèvent à près de 14,3 milliards de dollars. Cette augmentation est la plus importante depuis 2000 (9,4 %).

Le revenu net des entreprises individuelles non agricoles (loyers compris) s'élève à 14,6 milliards de

Figure 1.1

Taux de profit des sociétés avant impôt, Québec, 1996-2003



dollars (5,2 %) en 2003, tandis que le revenu comptable net des exploitants agricoles remonte à 433 millions (62,9 %).

Les impôts indirects nets sur les facteurs de production croissent, pour leur part, de 3,7 %, et ils se situent à 15,0 milliards de dollars en 2003.

Les autres composantes

Les impôts indirects nets sur les produits s'élèvent à 18,3 milliards de dollars (1,6 %) en 2003, tandis que les provisions pour consommation de capital sont de 32,7 milliards, en hausse de 5,2 % par rapport à 2002.

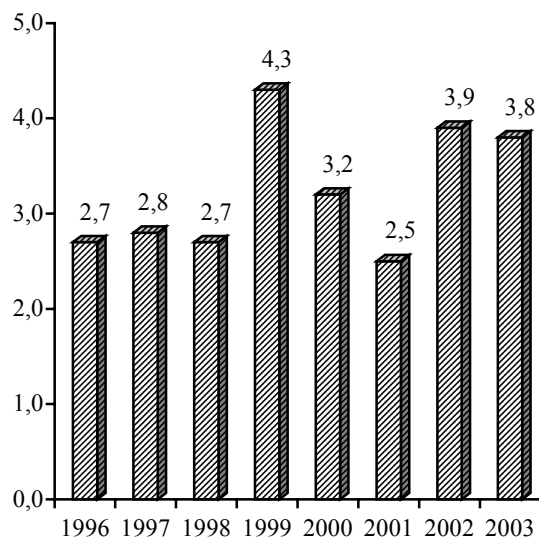
L'importance relative des composantes

La rémunération des agents économiques, mesurée par le produit intérieur net aux prix de base, croît de 4,3 % en 2003 et elle constitue 80,0 % du PIB. Selon leur part relative du PIB, le rang des six grandes composantes de rémunération, en ordre décroissant, s'établit comme suit : la rémunération des salariés (52,2 %), les bénéfices des sociétés avant impôt (9,9 %), les impôts indirects nets sur les facteurs de production (5,9 %), le revenu net des entreprises individuelles non agricoles (5,8 %), les intérêts et les revenus divers de placement (5,6 %) et le revenu comptable des exploitants agricoles (0,2 %).

5. Le taux de profit correspond au rapport entre les bénéfices des sociétés avant impôt et la demande intérieure finale, excluant les dépenses des administrations publiques en rémunération des salariés.

Figure 1.2

Taux de croissance de la demande intérieure finale, en termes réels, Québec, 1996-2003



Le produit intérieur brut selon les dépenses

La demande intérieure finale

La demande intérieure finale croît de 5,3 %, passant de 239,5 milliards de dollars en 2002 à 252,2 milliards en 2003. En termes réels, l'accroissement est de 3,8 % (figure 1.2) et il se situe au-delà de celui du PIB (1,9 %) comme il l'avait fait en 1996 et en 2001.

Les dépenses personnelles de consommation

En hausse de 4,8 %, les dépenses personnelles en biens et services s'élèvent à 150,3 milliards en dollars courants, contre 143,4 milliards en 2002. En termes réels, l'accroissement est de 3,3 % en 2003, comparativement à 3,2 % en 2002 et à 2,5 % en 2001, dans un contexte de faible progression des prix. En effet, l'indice implicite des prix du PIB progresse de 2,1 % en 2002 et de 1,4 % en 2003. De son côté, l'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services augmente de 1,5 % en 2003 et l'indice global des prix à la consommation, de 2,5 %.

En dollars courants, les dépenses en biens durables augmentent de 3,5 % en 2003 (9,0 % en 2002) et elles s'élèvent à 22,3 milliards de dollars. Les dépenses en biens semi-durables s'accroissent de 2,9 % (4,8 % en 2002), et elles se situent à 13,3 milliards, tandis que les dépenses en biens non durables, en hausse de 5,1 % (4,7 %

en 2002), atteignent 40,2 milliards. Enfin, les dépenses en services s'établissent à 74,5 milliards, en hausse de 5,5 % (4,2 % en 2002).

En termes réels, le taux de croissance des dépenses en biens durables est de 4,2 %; il s'agit d'une dixième augmentation consécutive depuis le recul de 1993 (-0,1 %). Les biens semi-durables montrent une augmentation de 3,5 %, les biens non durables, de 1,8 %, et les services progressent de 3,9 %.

Les dépenses publiques courantes

Les dépenses courantes nettes en biens et services de l'ensemble des administrations publiques passent de 53,2 milliards de dollars en 2002 à 56,5 milliards en 2003, soit une augmentation de 6,1 % (6,3 % en 2002). En termes réels, ces dépenses croissent de 3,6 % en 2001, de 3,5 % en 2002 et de 3,4 % en 2003.

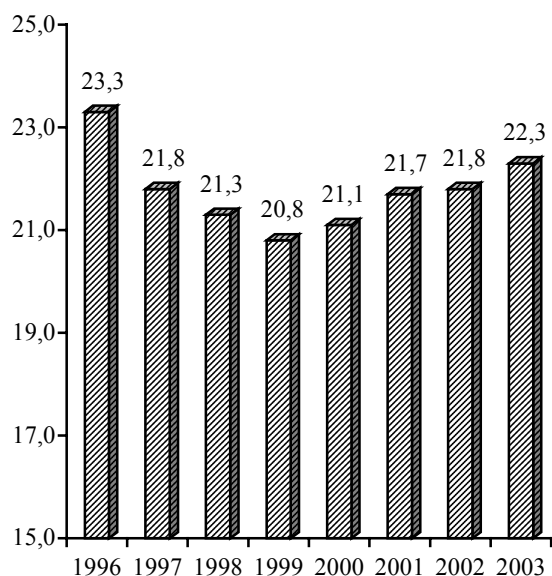
La part relative des dépenses publiques courantes nettes en biens et services dans le PIB (figure 1.3) enregistre, en 2003 (22,3 %), sa quatrième augmentation consécutive depuis 1999 (20,8 %).

Les investissements des entreprises

En dollars courants, les investissements des entreprises en capital fixe augmentent de 5,5 % en 2003 et

Figure 1.3

Part relative des dépenses publiques courantes nettes en biens et services par rapport au produit intérieur brut aux prix du marché, Québec, 1996-2003



ils s'établissent à 37,8 milliards de dollars. Cette hausse fait suite à une poussée de 7,9 % en 2002 et à un ralentissement en 2001 (0,4 %). En termes réels, les taux de croissance sont tous positifs entre 1996 (7,5 %) et 2003 (5,7 %), sauf en 2001 (– 1,0 %).

Les investissements en machines et en matériel renouent avec la croissance, en termes réels, en 2003 (3,0 %), les investissements en ouvrages non résidentiels augmentent, pour leur part, de 1,6 %, tandis que les investissements en bâtiments résidentiels montrent une poussée de 10,5 %, la troisième de suite qui dépasse 10 %.

Les investissements publics

Les investissements des administrations publiques en capital fixe s'élèvent à près de 7,6 milliards de dollars en 2003, soit une hausse nominale de 7,7 %. En termes réels, ils progressent de 8,3 %, résultat net des augmentations des investissements en structures (9,3 %) ainsi qu'en machines et en matériel (6,2 %).

Le compte extérieur

Une sixième année consécutive, le solde extérieur global du Québec est positif, mais il est en forte baisse en 2003. En effet, il passe graduellement d'un déficit de 303 millions de dollars en 1997 à un surplus de 6,9 milliards en 2001, en raison d'une croissance des exportations qui surpasse toujours celle des importations. En 2003 toutefois, le solde se replie à 236 millions, car les exportations diminuent alors que les importations augmentent. En dollars constants, et pour la même raison, le solde global affiche aussi un surplus qui va croissant de 1998 à 2001, et qui diminue en 2002 et en 2003.

Les exportations totales diminuent une troisième fois de suite (– 3,5 %) en 2003 (tableau 1.3) et elles s'élèvent à 135,0 milliards de dollars ou 53,2 % du PIB. En termes réels, toutefois, la diminution est de 1,2 % comparativement à – 0,2 % en 2002 et à – 2,5 % en 2001.

Les exportations vers les autres pays s'établissent à 86,0 milliards de dollars (– 7,1 %) en 2003. Cette baisse résulte principalement de la diminution des exportations de biens (– 7,7 %), mais les exportations de services diminuent aussi (– 3,6 %). En termes réels, les variations sont de – 3,6 %, de – 3,7 % et de – 3,0 % respectivement.

Tableau 1.3

Évolution des variables du compte extérieur, Québec, 1999-2003

Variable	1999	2000	2001	2002	2003
Variation en %					
Exportations totales	11,4	14,2	– 1,3	0,0	– 3,5
Internationales	13,0	17,1	– 4,2	– 0,7	– 7,1
Biens	14,4	17,2	– 5,3	– 1,7	– 7,7
Services	3,9	16,3	3,9	5,1	– 3,6
Interprovinciales	8,4	8,4	5,1	1,3	3,7
Biens	7,3	5,1	5,3	0,5	3,5
Services	12,4	19,7	4,5	3,8	4,3
Importations totales	9,7	13,2	– 2,9	1,6	– 0,2
Internationales	10,5	12,0	– 5,3	0,8	– 3,6
Biens	12,4	13,0	– 6,6	0,2	– 4,1
Services	– 0,9	5,4	4,9	4,5	– 0,7
Interprovinciales	8,2	15,5	1,5	3,0	5,7
Biens	6,3	12,5	3,3	2,5	6,3
Services	12,9	22,8	– 2,6	4,1	4,5

Les exportations vers les autres provinces atteignent 49,0 milliards de dollars (3,7 %) en 2003, et les exportations tant de biens (3,5 %) que de services (4,3 %) sont en hausse. En termes réels, les taux de croissance sont de 3,4 %, de 3,1 % et de 4,0 % respectivement.

Les importations totales représentent 134,8 milliards de dollars (– 0,2 %) ou 53,2 % de la demande intérieure totale, comparativement à 1,6 % en 2002. En termes réels, la croissance est de 3,6 %, en raison d'une diminution des prix des importations (– 3,7 %).

Les importations des autres pays, qui s'élèvent à 82,8 milliards de dollars (– 3,6 %) en 2003 (+ 0,8 % en 2002), montrent un recul nominal aussi bien globalement qu'en matière de biens (– 4,1 %) ou de services (– 0,7 %). En termes réels, ces trois variables enregistrent, au contraire, des hausses de 3,0 %, de 3,0 % et de 4,3 % respectivement.

Les importations des autres provinces s'établissent à 52,0 milliards de dollars (5,7 %) en 2003 et elles présentent un accroissement nominal tant en matière de biens (6,3 %) que de services (4,5 %). En termes réels, les taux de croissance sont également positifs, soit de 4,6 %, de 4,9 % et de 3,7 % respectivement.

Les termes de l'échange⁶ globaux du Québec se détériorent chaque année, bien que lentement, à partir de leur sommet récent de 1995 (100,4) jusqu'en 2002 (98,1). Cette situation résulte de ce que les prix des exportations totales progressent à un rythme plus lent que les prix des importations totales durant ces huit années. Ils s'améliorent toutefois en 2003 (99,4).

Depuis le sommet atteint en 1995 (101,1), les termes de l'échange internationaux de biens – qui ont de loin le plus de poids dans les termes globaux – se détériorent graduellement jusqu'en 2002 (98,3), mais ils se redressent en 2003 (100,1). Pour leur part, à l'exception de 1995 où ils se relèvent quelque peu, les termes de l'échange internationaux de services montrent une détérioration continue depuis le sommet atteint, en 1991 (116,0) jusqu'en 2002 (88,9), mais ils remontent en 2003 (92,8 %).

Les termes de l'échange de biens avec les autres provinces évoluent en dents de scie de 1981 (88,7) jusqu'au sommet de 1998 (100,8), mais ils se détériorent depuis (97,7 en 2003). Quant aux termes de l'échange interprovinciaux de services, ils s'améliorent régulièrement entre 1993 (99,4) et 2002 (102,4), mais ils se replient en 2003 (101,9).

La production de biens et services

La production globale

Le PIB aux prix de base de l'ensemble des 18 activités économiques s'élève, en 2003, à 235,4 milliards en dollars courants, soit une hausse de 4,3 % par rapport aux 225,8 milliards (5,2 %) de 2002. La croissance de cet agrégat ralentit en 2003 par rapport à 2002, tout en demeurant plus rapide qu'en 2001 (2,5 %).

Les activités économiques

Neuf des 18 activités économiques enregistrent, en 2003, une croissance supérieure à celle du PIB global aux prix de base. Elles représentent 55,5 % du PIB total, et les hausses les plus notables dans ce groupe sont observables dans la construction (12,1 %), l'agriculture (7,8 %) ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale (6,3 %).

Les neuf autres activités affichent des taux de croissance positifs, mais inférieurs à celui de l'ensemble; elles comptent pour 44,5 % du total. Les hausses les plus significatives dans ce groupe sont celles des services professionnels, scientifiques et techniques (3,9 %), des arts, des spectacles et des loisirs (3,6 %), ainsi que des

autres services, sauf les administrations publiques (3,4 %). Aucune activité n'enregistre de recul de son PIB en 2003.

Le PIB du sous-ensemble des cinq activités productrices de biens s'établit à 75,9 milliards de dollars en 2003, en hausse de 3,2 % par rapport à 2002 (1,3 %). Leur part relative (32,2 %) décroît une troisième année de suite par rapport à ce qu'elle était en 2000 (34,9 %). Par ailleurs, le PIB des 13 activités productrices de services passe de 152,2 milliards de dollars en 2002 à 159,5 milliards en 2003 (4,8 %), et leur part relative, de 67,4 % à 67,8 %.

La rémunération des salariés augmente, en 2003, globalement (3,8 %) ainsi que dans chacune des 18 activités économiques. Elle croît davantage dans la construction (8,4 %), les services publics (6,5 %) et les administrations publiques (5,6 %). Dans les 5 activités productrices de biens, la rémunération des salariés gagne 3,4 %, et 4,0 % dans les 13 activités productrices de services.

La provenance et l'utilisation du revenu personnel

La provenance du revenu personnel

Le revenu personnel – c'est-à-dire la somme de tous les revenus avant impôt des ménages (revenus de travail, de placement ou de transfert) – s'élève à 206,1 milliards de dollars en 2003, soit une augmentation de 3,4 %, comparativement à 2,6 % en 2002 et à 3,8 % en 2001.

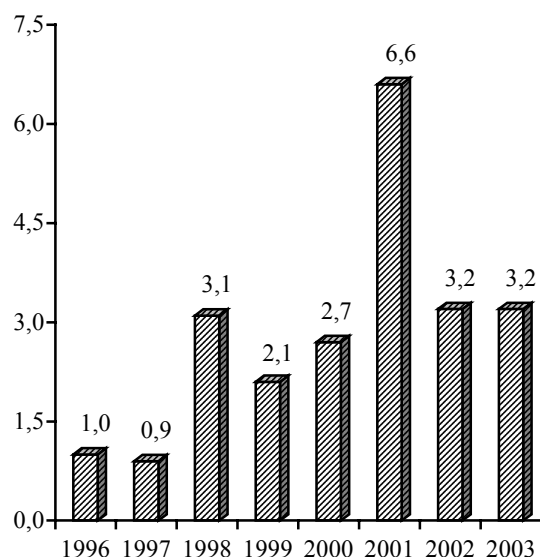
La rémunération des salariés s'élève à 135,1 milliards de dollars (3,8 %) en 2003 et, comme en 2002, elle croît plus vite que le revenu personnel. Sa part relative passe de 61,7 % du revenu personnel en 1996, à 65,6 % en 2003. Les transferts courants des administrations publiques aux particuliers – la seconde composante en importance du revenu personnel – s'élèvent de 3,2 % en 2003 et ils atteignent 31,2 milliards de dollars (figure 1.4). Les intérêts, les dividendes et les revenus divers de placement affichent une troisième diminution consécutive et ils se replient à 23,8 milliards (– 0,2 %) en 2003.

La part relative des transferts courants des administrations publiques aux particuliers se maintient à 15,1 % du revenu personnel entre 2001 et 2003. Par ailleurs, la part des intérêts, des dividendes et des revenus divers de placement régresse de façon continue entre 1995 (14,9 %) et 2003 (11,5 %).

6. Les termes de l'échange sont le prix relatif auquel s'effectue le commerce extérieur d'un territoire. Ils sont mesurés sous forme d'indice, en divisant l'indice implicite des prix des exportations par celui des importations.

Figure 1.4

Taux de croissance des transferts courants des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1996-2003



La contribution du revenu de travail, salarié ou autonome, se maintient au-dessus du seuil de 70 % du revenu personnel, et ce, une cinquième année consécutive. En 1993 et en 1995, cette part relative était tombée autour de 68,5 %, mais elle a, depuis, progressé régulièrement jusqu'à 72,9 % en 2003. Cette évolution est surtout influencée par la montée graduelle de la part relative de la rémunération des salariés à compter de 1997.

L'utilisation du revenu personnel

La répartition du revenu personnel entre ses principales utilisations montre, en 2003, un gain des dépenses personnelles en biens et services, et des transferts aux administrations publiques, ainsi qu'un recul de l'épargne personnelle. En effet, la part relative des transferts passe graduellement de 22,9 % en 1993 à 25,5 % en 2000, et elle se replie à 23,9 % en 2003; ces transferts croissent de 3,4 % en 2003. Par ailleurs, la part relative des dépenses en biens et services progresse régulièrement entre 1990 (65,8 %) et 2003 (72,9 %), malgré un recul en 1995 et en 2000. Enfin, la part relative de l'épargne personnelle rétrécit constamment entre 1993 (9,2 %) et 1999 (2,6 %), mais elle se redresse entre 2000 et 2002, et tombe à 1,8 % en 2003.

Le revenu personnel disponible

Le revenu personnel disponible, soit le revenu personnel diminué des transferts courants versés par les particuliers aux administrations publiques (dont les impôts

directs), s'élève à 156,9 milliards de dollars en 2003, ce qui représente une hausse de 3,4 %. Toutefois, le taux de croissance obtenu en tenant compte de l'évolution des prix⁷ (figure 1.5) est de 1,9 % en 2003. Ce taux est le plus faible depuis 1998 (1,6 %).

Le produit des impôts directs des particuliers atteint 33,0 milliards de dollars (+ 2,6 %) en 2003, après avoir connu, en 2002 (- 7,0 %), sa première diminution depuis 1993 (- 0,8 %). À partir de ce recul, la croissance de cette variable tend à accélérer jusqu'en 2000 (10,8 %), après quoi survient un coup de frein en 2001 (1,3 %).

L'épargne personnelle

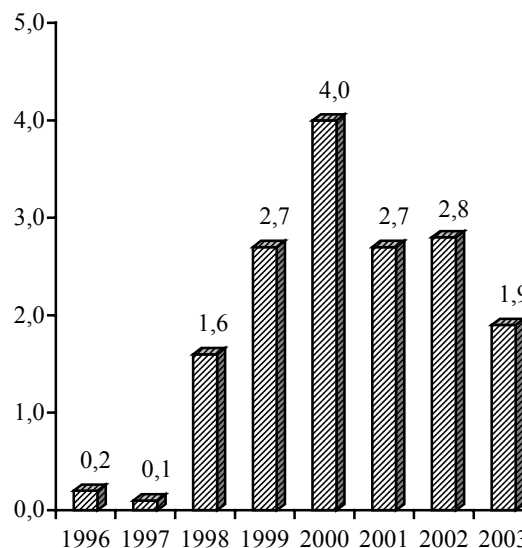
L'épargne personnelle représente 3,8 milliards de dollars en 2003 (- 34,1 %), et le taux d'épargne correspond à 2,4 % du revenu personnel disponible. L'épargne et le taux d'épargne présentent ainsi leur plus bas niveau de toute la période débutant en 1981.

Les recettes et les dépenses courantes du secteur public

Les recettes totales de toutes les administrations publiques s'élèvent à 104,2 milliards de dollars en 2003, en hausse de 3,2 %, tandis que les dépenses courantes totales – excluant les transferts entre les gouvernements – atteignent 112,1 milliards (4,2 %). Ainsi, le déficit des

Figure 1.5

Taux de croissance du revenu personnel disponible, en termes réels, Québec, 1996-2003



7. L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services sert à dégonfler le revenu personnel disponible.

administrations publiques au Québec, sur la base des comptes économiques, s'établit à près de 7,9 milliards en 2003, comparativement à 6,6 milliards en 2002. Ce déficit s'aggrave une troisième fois de suite, après s'être résorbé de façon continue depuis le creux historique de 1993 (– 20,6 milliards) jusqu'en 2000 (– 572 millions).

Les sources de recettes

Le produit des impôts directs des particuliers totalise 33,0 milliards de dollars en 2003, en hausse de 2,6 %, comparativement à 32,1 milliards (– 7,0 %) en 2002. La part relative de ces impôts dans les recettes totales est de 31,7 % en 2003, contre 31,8 % en 2002. Les impôts directs des particuliers perçus par l'administration fédérale augmentent de 3,1 % en 2003 (– 7,2 % en 2002), et ils représentent 41,2 % de ses recettes, tandis que ceux que perçoit l'administration provinciale croissent de 2,2 % (– 6,8 % en 2002) et constituent 28,8 % de ses recettes. Par ailleurs, les cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec atteignent 7,7 milliards en 2003, soit une hausse de 7,7 %.

Le produit des impôts indirects versés à l'ensemble des administrations publiques en 2003 – soit 37,4 % des recettes totales – augmente de 3,7 % et il s'élève à 38,9 milliards de dollars. Les impôts indirects versés à l'administration fédérale croissent de 3,9 %, ceux qui vont à l'administration provinciale, de 4,6 %, et ceux qui reviennent aux administrations locales, de 1,2 %. Ces impôts correspondent à 25,7 % des recettes de l'administration fédérale, à 36,0 % de celles de l'administration provinciale et à 48,0 % de celles des administrations locales.

La principale composante des impôts indirects perçus par l'administration fédérale – la taxe sur les produits et services (TPS) – augmente de 5,7 % en 2003. La part relative de cette taxe augmente presque chaque année, depuis son instauration en 1991 (57,8 %) jusqu'en 2003 (70,3 %). Du côté de l'administration provinciale, les deux plus importantes catégories d'impôts indirects sont la taxe sur les ventes au détail et les taxes sur la rémunération, dont les recettes croissent de 5,4 % et de 6,0 % respectivement, tandis que leur part relative est de 45,2 % et de 21,5 %. Dans le cas des administrations locales, les impôts fonciers et mobiliers génèrent 92,5 % des impôts indirects et ils progressent de 12,0 %.

Les revenus de placement des administrations publiques croissent de 1,5 % en 2003 et ils représentent un peu moins de 6,5 milliards de dollars (6,2 % du total). Les revenus de placement de l'administration fédérale croissent de 0,4 %, ceux de l'administration provinciale, de 2,9 %, et ceux des administrations locales, de 2,1 %. Par ailleurs, les revenus de placement du Régime de rentes du Québec décroissent de 3,5 % en 2003 (– 2,0 % en 2002) et ils s'établissent à 750 millions.

Les composantes des dépenses

Les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations publiques augmentent de 6,1 % en 2003; elles s'élèvent à 56,5 milliards de dollars et représentent 50,4 % des dépenses courantes totales. La rémunération des salariés absorbe 58,3 % de ces dépenses, le reste englobant les autres achats de biens et services : fournitures, entretien, transport, loyers, services commerciaux, etc.

Les dépenses courantes nettes en biens et services de l'administration fédérale croissent de 9,9 % et celles de l'administration provinciale, de 5,3 %. Dans ce dernier cas, l'augmentation d'ensemble englobe l'évolution des dépenses des secteurs de la santé et des services sociaux (5,0 %) et de l'éducation (6,7 %), ainsi que du Régime de rentes du Québec (– 4,2 %). Par ailleurs, les dépenses courantes nettes des administrations locales progressent de 5,3 %, ce qui englobe la hausse des dépenses des commissions scolaires (4,3 %) et des autres administrations locales (6,5 %). La répartition de ces dépenses entre les salaires et les autres achats de biens et services diffère selon l'administration, comme le montre la part relative des salaires dans les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations fédérale (51,3 %), provinciale (57,9 %) et locales (63,9 %).

Les transferts courants versés aux particuliers totalisent près de 31,2 milliards de dollars en 2003, et leur croissance de 3,2 % est identique à celle de 2002. Leur part relative dans les dépenses courantes totales (27,8 %) est en baisse par rapport à 2002 (28,1 %).

Les transferts courants versés aux particuliers par l'administration fédérale croissent de 3,3 %, comme en 2002, et ils s'élèvent à 15,6 milliards de dollars en 2003, soit 35,2 % de ses dépenses courantes. Deux de ces 10 transferts constituent à eux seuls 70,7 % du total : les prestations d'assurance-emploi (24,5 %) qui augmentent (3,9 %) une troisième fois de suite – après un reflux continu entre 1992 et 2000 – et les prestations de la sécurité de la vieillesse (46,2 %) qui progressent (4,5 %) d'année en année. L'administration provinciale verse des transferts de 8,5 milliards (1,7 %) en 2003. L'aide sociale dans son ensemble (maintien du revenu et autres) constitue 30,8 % de ce total, et les paiements à ce titre totalisent 2,6 milliards (1,3 %) après une deuxième augmentation de suite. L'indemnisation des accidentés du travail (16,2 % du total) augmente de 7,5 % en 2003, les subventions aux associations de bienfaisance (20,7 %), de 2,3 %, et les transferts divers (32,3 %) diminuent de 0,9 %.

Le Régime de rentes du Québec verse 7,0 milliards de dollars en prestations en 2003, soit 4,9 % de plus qu'en 2002, et celles-ci représentent 22,6 % de tous les transferts des administrations publiques aux particuliers. Une quatrième année d'affilée, le Régime de

rentes du Québec enregistre une épargne positive; l'année 2003, à 1,3 milliard, devient un nouveau sommet historique, surpassant celui de 933 millions enregistré en 1982 et celui de 1,1 milliard en 2002.

Les paiements d'intérêt sur la dette de l'ensemble des administrations publiques s'élèvent à 18,9 milliards de dollars (- 1,3 %) en 2003, comparativement à 19,1 milliards (- 7,3 %) en 2002. Ils constituent 16,8 % des dépenses courantes totales, soit la part la moins élevée depuis 1981 (17,0 %). La part relative de cette composante dans les dépenses courantes de l'administration fédérale est de 18,8 % en 2003, dans celles de l'administration provinciale, de 15,0 %, et dans celle des administrations locales, de 7,2 %.

Les comptes satellites

L'agriculture

En 2003, la valeur ajoutée brute aux prix du marché de la production agricole au Québec s'élève à 1,8 milliard de dollar, soit 7,6 % de moins qu'en 2002 où elle avait atteint près de 2,0 milliards. Par ailleurs, la valeur ajoutée nette aux coûts des facteurs est de 1,7 milliards en 2002 et de 1,9 milliard (12,8 %) en 2003. De ce dernier montant, 36,6 % va à la rémunération des salariés (familiaux ou non familiaux) et le reste (63,4 %) constitue l'excédent net d'exploitation.

En soustrayant de l'excédent net d'exploitation (1,2 milliard en 2003) les frais divers de loyer et d'intérêt, on obtient le revenu net total, qui s'élève à 584 millions en 2003, dont 388 millions se rattachent aux exploitations indépendantes.

Le tourisme

Au Québec en 1998, l'ensemble des activités touristiques ont généré une valeur ajoutée totale de près de 3,9 milliards de dollars, soit 2,1 % du PIB total de l'économie québécoise, et donné du travail à 104 300 personnes, ou 3,2 % de l'emploi total. En 1996, seule autre année pour laquelle cette information est disponible, la valeur ajoutée était de 3,3 milliards (2,0 %), tandis que l'emploi des activités touristiques s'élevait à 99 400 (3,1 %).

L'hébergement et la restauration comptaient, en 1998 pour 33,2 % du PIB aux prix de base du total des activités touristiques et pour 46,7 % de l'emploi total des dites activités. Suivaient, respectivement, le transport (27,0 % et 16,9 %), les agences de voyages (9,3 % et 6,5 %) ainsi que les loisirs et les spectacles (7,2 % et 8,0 %). Par ailleurs, les activités touristiques des branches non touristiques comptaient pour 23,3 % du PIB aux prix

de base et 22,0 % de l'emploi total des activités touristiques. Enfin, le solde touristique global du Québec (exportations moins importations) était estimé à - 522,4 millions de dollars en 1998.

